

**ACCORD-CADRE RELATIF A LA RÉALISATION DE PRESTATIONS
DE MAINTENANCE, DE FOURNITURE DE MATÉRIEL ET DE
PETITS TRAVAUX D'ENTRETIEN DES SYSTÈMES DE SÛRETÉ
ÉLECTRONIQUE INSTALLÉS DANS LES SERVICES DE L'ÉTAT
(HORS MINISTÈRE DES ARMÉES ET MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
POUR LES SERVICES RELEVANT DE LA POLICE NATIONALE) ET
CERTAINS OPÉRATEURS DE L'ÉTAT EN RÉGION AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES.**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)
COMMUN AUX DEUX PHASES
(candidatures et offres)**

Numéro de consultation : SÛRETÉ_ELECTRO_3_ARA_2026

Procédure de passation : Appel d'offres restreint passé en application des articles L2124-2, R2124-2, R2161-1, R2161-6, R2161-7, R2161-8, R2161-9 du Code de la commande publique.

**IMPORTANCE SIGNALÉE CONCERNANT LA PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES
RESTREINT :**

Une première phase conduit à la sélection de candidats.
Seuls les candidats sélectionnés se voient remettre un cahier des charges complet.

Une seconde phase de sélection porte sur le choix de l'offre parmi celles remises par les candidats retenus lors de la première phase.

<u>Date et heure limites de remise des plis "candidatures"</u>	Vendredi 13 mars à 15h00
---------------------------------------------------------------------------	---------------------------------

CPV Principal : 51220000 – Services d'installation de matériel de contrôle
CPV secondaire : 35120000 - Systèmes et appareils de surveillance et de sécurité
42961100 - Système de contrôle d'accès

Ce document comporte 23 pages

Table des matières

Article 1 - DEFINITIONS.....	3
Article 2 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
Article 3 - PROCEDURE DE PASSATION.....	4
Article 4 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
4.1 Allotissement.....	4
4.2 Limitation du nombre de lots attribués à un même candidat.....	4
4.3 Forme et étendue de l'accord-cadre.....	5
4.4 Tranche.....	5
4.5 Durée de l'accord-cadre.....	5
4.6 Lieu d'exécution.....	5
4.7 Variantes.....	6
4.8 Prestations supplémentaires éventuelles.....	6
4.9 Considérations sociales.....	6
4.10 Considérations environnementales.....	6
4.11 Traitement de données à caractère personnel.....	6
4.12 Secret des affaires.....	7
Article 5 - INFORMATION DES CANDIDATS.....	7
5.1 Contenu des documents de la consultation – Phase candidature et offre.....	7
5.2 Principes généraux sur les échanges électroniques.....	8
5.3 Visite sur site.....	10
Article 6 - PREMIERE PHASE (OUVERTE) CANDIDATURE.....	10
6.1 Echanges électroniques pendant la phase de publicité (candidature).....	10
6.2 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance.....	10
6.3 Motifs d'exclusion.....	11
6.4 Présentation de la candidature.....	11
6.5 Examen des candidatures.....	12
6.6 Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs.....	13
6.7 Critère de sélection des candidats.....	13
Article 7 - DEUXIEME PHASE (OFFRE).....	14
7.1 Echanges pendant la phase de publicité (offres).....	14
7.2 Présentation de l'offre.....	15
7.3 Examen des offres.....	15
7.4 Critères d'attribution.....	15
7.5 Méthode de notation des offres.....	16
7.6 Durée de validité des offres.....	18
7.7 Echantillons.....	18
Article 8 - ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	18
8.1 Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve.....	18
8.2 Interdiction d'attribution.....	20
8.3 Mise au point.....	20
8.4 Signature de l'accord-cadre.....	20
Article 9 - LANGUE.....	20
Article 10 - CONTENTIEUX.....	20
Article 11 - MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE.....	20
Article 12 - AMENAGEMENTS EN CAS DE MENACE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D'URGENCE.....	21
Article 13 - ANNEXES.....	22

Article 1 - DEFINITIONS

Le pouvoir adjudicateur est la préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA), chargé de coordonner les besoins pour la passation de l'accord-cadre régional pour le compte des services de l'État de la région Auvergne-Rhône-Alpes (services déconcentrés, services à compétence nationale, services délocalisés d'administration centrale), hors ministère des Armées et ministère de l'Intérieur pour les services relevant de la police nationale, et de certains établissements publics de l'État dans la région Auvergne-Rhône-Alpes mentionnés à l'annexe 1 du CCAP, est le Secrétaire Général Adjoint pour les Affaires Régionales (SGAR) Auvergne-Rhône-Alpes, assisté de la Plate-forme régionale des Achats de l'État (PFRA) du SGAR.

En application des articles L2113-1, L2113-6, L2113-7 du Code de la commande publique, il est chargé de signer et de notifier l'accord-cadre pour le compte des services de l'État dans la région Auvergne-Rhône-Alpes (services déconcentrés, services à compétence nationale, services délocalisés d'administration centrale) hors ministère des Armées et ministère de l'Intérieur pour les services relevant de la police nationale, et des établissements publics de l'État de la région Auvergne-Rhône-Alpes mentionnés à l'annexe 1 du CCAP.

La Plate-Forme Régionale des Achats (PFRA), désignée ci-après « l'acheteur », est le service du SGAR, qui par délégation, coordonne les besoins pour le compte des services et des établissements publics de l'État en Auvergne-Rhône-Alpes. La PFRA est habilitée à recevoir les documents devant être adressés à la personne publique, et à fournir toutes informations administratives et techniques utiles à la mise en place de l'accord-cadre.

Les services et les établissements publics de l'État membres du groupement, dits « services bénéficiaires », sont chargés de l'exécution de l'accord-cadre pour leurs sites respectifs.

Le pouvoir adjudicateur du marché subséquent est une personne habilitée, au sein d'un service disposant d'un budget propre, à signer et à conclure un marché subséquent en application du présent accord-cadre.

Article 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

L'accord-cadre a pour objet la maintenance, la fourniture de matériel et les petits travaux d'entretien pour les systèmes de sûreté électronique des installations existantes (vidéosurveillance et vidéoprotection ; contrôles d'accès, anti-agression et détection intrusion) implantés dans les sites des services de l'État (hors ministère des Armées et ministère de l'intérieur pour les services relevant de la police nationale) et certains opérateurs de l'État (listés en annexe 1 du présent CCAP) en région Auvergne-Rhône-Alpes.

L'accord-cadre porte sur des prestations de services, il est fait application du CCAG-FCS du 30 mars 2021.

Code(s) CPV de la consultation :

- CPV Principal : 51220000 – Services d'installation de matériel de contrôle
- CPV secondaire : 35120000 - Systèmes et appareils de surveillance et de sécurité
42961100 - Système de contrôle d'accès

Les technologies utilisées répondent pour certaines aux dernières exigences de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) (<https://cyber.gouv.fr/nous-connaitre/lagence/>) en terme de sûreté bâtiminaire et peuvent être interconnectés au travers de superviseurs tels que Genetec, Milestone ou autres (les listes des références constructeurs proposées dans le cadre de cet accord-cadre sont non exhaustives). Le titulaire devra maîtriser ses technologies ainsi que les outils permettant leurs interactions.

Le présent accord-cadre est à obligation de résultat.

Article 3 - PROCEDURE DE PASSATION

La présente consultation est passée selon la procédure de l'appel d'offres restreint, en application des dispositions des articles L2124-2 et R2124-2 2° du Code de la commande publique.

Cette procédure se déroule en deux phases :

1 - Une phase candidature relative à la remise, à l'examen des candidatures et à la sélection des candidats admis à présenter une offre au pouvoir adjudicateur.

Au cours de cette phase les candidats sont invités à remettre leur candidature, dans les conditions énoncées dans l'avis de marché et dans l'article 6 du présent règlement de consultation ;

2 - Une phase offre relative à la remise et à l'examen des offres présentées par les candidats sélectionnés à l'issue de la phase candidature ainsi qu'à l'attribution du présent marché. Les candidats sélectionnés par le pouvoir adjudicateur seront invités à soumissionner via la PLACE.

Article 4 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

4.1 Allotissement

L'accord-cadre est alloti géographiquement et comporte un total de 7 lots.

Les soumissionnaires sont libres de présenter une offre pour chacun des lots.

Le présent accord-cadre est alloti de la manière suivante :

N° des lots	Intitulés des lots géographiques
1	Maintenance, fourniture de matériel et petits travaux d'entretien pour les systèmes de sûreté électronique pour les départements de l'Ain (01) et du Rhône (69)
2	Maintenance, fourniture de matériel et petits travaux d'entretien pour les systèmes de sûreté électronique pour les départements de l'Allier (03) et du Puy-de-Dôme (63)
3	Maintenance, fourniture de matériel et petits travaux d'entretien pour les systèmes de sûreté électronique pour les départements du Cantal (15)
4	Maintenance, fourniture de matériel et petits travaux d'entretien pour les systèmes de sûreté électronique pour les départements de l'Ardèche (07) et de la Drôme (26)
5	Maintenance, fourniture de matériel et petits travaux d'entretien pour les systèmes de sûreté électronique pour le département de l'Isère (38)
6	Maintenance, fourniture de matériel et petits travaux d'entretien pour les systèmes de sûreté électronique pour les départements de la Loire (42) et de la Haute-Loire (43)
7	Maintenance, fourniture de matériel et petits travaux d'entretien pour les systèmes de sûreté électronique pour le département de la Savoie (73) et de la Haute-Savoie (74)

4.2 Limitation du nombre de lots attribués à un même candidat

Les soumissionnaires sont libres de présenter une offre pour chacun des lots.

Toutefois, le présent RC comporte une clause de limitation du nombre de lots pouvant être attribués à un même soumissionnaire.

Ainsi, le nombre de lots géographiques total pouvant être attribués à un même soumissionnaire est limité à trois (3).

Les soumissionnaires indiquent l'ordre de préférence d'attribution des lots dans l'annexe 1 au présent RC. Cette annexe est remise au moment du dépôt de l'offre.

Le classement est effectué suivant les notes obtenues au regard des critères de jugement des offres. La limitation du nombre de lots attribués à un même candidat n'a aucune incidence sur le classement qui reste inchangé tout au long du processus d'attribution.

L'annexe 1 au RC est actionnée uniquement dans l'hypothèse où un candidat est classé en position d'attribution pour plus de 3 lots à l'issue de l'analyse des offres.

Toutefois, en l'absence de candidat sur un lot, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'exonérer de la limitation du nombre de lots attribués à un même titulaire.

4.3 Forme et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre est mono-attributaire par lot.

L'accord-cadre donne lieu à la conclusion de marchés subséquents.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et comporte un maximum par lot, conformément aux dispositions de l'article R2162-4 du Code de la commande publique, présenté ci-dessous :

N° des lots	Intitulés des lots géographiques	Montants estimatifs (en € HT)	Montants estimatifs (en € TTC)	Montant maximum (en € HT)	Montant maximum (en € TTC)
1	Maintenance, fourniture de matériel et petits travaux d'entretien pour les systèmes de sûreté électronique pour les départements de l'Ain (01) et du Rhône (69)	1 388 830,00 €	1 666 596,00 €	4 166 490,00 €	4 999 788,00 €
2	Maintenance, fourniture de matériel et petits travaux d'entretien pour les systèmes de sûreté électronique pour les départements de l'Allier (03) et du Puy-de-Dôme (63)	435 312,67 €	522 375,20 €	1 305 938,00 €	1 567 125,60 €
3	Maintenance, fourniture de matériel et petits travaux d'entretien pour les systèmes de sûreté électronique pour les départements du Cantal (15)	120 000,00 €	144 000,00 €	360 000,00 €	432 000,00 €
4	Maintenance, fourniture de matériel et petits travaux d'entretien pour les systèmes de sûreté électronique pour les départements de l'Ardèche (07) et de la Drôme (26)	200 268,00 €	240 321,60 €	600 804,00 €	720 964,80 €
5	Maintenance, fourniture de matériel et petits travaux d'entretien pour les systèmes de sûreté électronique pour le département de l'Isère (38)	385 992,00 €	463 190,40 €	1 157 976,00 €	1 389 571,20 €
6	Maintenance, fourniture de matériel et petits travaux d'entretien pour les systèmes de sûreté électronique pour les départements de la Loire (42) et de la Haute-Loire (43)	479 164,33 €	574 997,20 €	1 437 493,00 €	1 724 991,60 €
7	Maintenance, fourniture de matériel et petits travaux d'entretien pour les systèmes de sûreté électronique pour le département de la Savoie (73) et de la Haute-Savoie (74)	373 653,33 €	448 384,00 €	1 120 960,00 €	1 345 152,00 €

Il est précisé aux candidats que les montants maximums ne correspondent pas à un objectif de consommation mais le montant au-delà duquel accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets.

Les montants maximums correspondent au triple du montant estimatif.

4.4 Tranche

L'accord-cadre ne comporte pas de tranche.

4.5 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée de deux (2) ans ferme, reconductible tacitement deux (2) fois un (1) an par tacite reconduction (soit 4 ans maximum).

Le début d'exécution de l'accord-cadre court à compter du 1^{er} septembre 2026 au plus tôt ou, au plus tard, à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre ne fera l'objet d'aucune reconduction.

4.6 Lieu d'exécution

Les prestations s'exécutent en région Auvergne-Rhône-Alpes.

Les prestations concernent les sites administratifs des services de l'État, hors ministère des Armées et ministère de l'Intérieur pour les services relevant de la police nationale, et les établissements publics de l'État mentionnés à l'annexe 1 du CCAP.

4.7 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

4.8 Prestations supplémentaires éventuelles

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

4.9 Considérations sociales

Afin de favoriser l'insertion professionnelle des publics en difficulté, il est fait application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique par le biais d'une clause d'insertion par l'activité économique. Le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et / ou professionnelles.

Les lots 1,2,5,6 et 7 sont concernés par la mise en œuvre de cette clause sociale.

Elle est mise en œuvre et contrôlée pour chacun des lots listés ci-dessus. En cas de sous-traitance, le titulaire fait respecter cette obligation par son (ou ses) sous-traitants dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre. Ces engagements figurent à l'annexe 4 à l'acte d'engagement et détaillés à l'art. 3 du CCAP.

4.10 Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement : il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, pour l'ensemble des lots, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental (article 4 du CCAP).

4.11 Traitement de données à caractère personnel

Protection des données à caractère personnel des candidats à la présente procédure :

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

La Direction des achats de l'Etat du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et Numérique

59, boulevard Vincent Auriol

75703 Paris Cedex 13

Représentée par le Directeur des achats de l'Etat

Responsable de Traitement Opérationnel (RTO) :

La Direction des achats de l'Etat représentée par le Directeur des achats de l'Etat.

Coordonnées du délégué à la protection des données :

le-delegate-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD.

Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, attribution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, des ministères et des opérateurs de l'Etat, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

4.12 Secret des affaires

L'acheteur se réserve la possibilité de recourir à l'expertise d'un tiers pour l'analyse des offres du présent accord-cadre.

Le tiers est tenu à une obligation de confidentialité prévue par le marché dont il est titulaire. En particulier, les candidats sont informés que ce tiers ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de ses prestations. Ce tiers a l'obligation de mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

Cette obligation ne prend pas fin à l'issue du marché entre l'acheteur et ce tiers.

Article 5 - INFORMATION DES CANDIDATS

5.1 Contenu des documents de la consultation – Phase candidature et offre

Dossier fourni au stade candidature

Les documents de la consultation mis à disposition sont les suivants :

- le règlement de consultation (RC) et ses 1 annexes de la phase candidature :
 - Annexe 1 : Cadre de réponse candidature
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses 3 annexes :
 - Annexe 2 : Conditions d'accès dans les services appartenant au ministère de l'Intérieur dont bâtiment de la Gendarmerie, des Douanes, des services judiciaires et de l'administration pénitentiaire
 - Annexe 3 : Procédure de dématérialisation de la facturation.
 - Annexe 4 : RGPD.
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe
 - Annexe 1 : Liste non exhaustive de marques installées sur un ou plusieurs sites État

Dossier fourni au stade offre

Les documents de la consultation mis à disposition sont les suivants :

- le règlement de consultation (RC) et ses 3 annexes de la phase offre :
 - Annexe 2 : Ordre de préférence

- Annexe 3 : Cadre de réponse Mémoire technique type
- Annexe 4 : Cadre de réponse Mémoire environnementale
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses 4 annexes :
 - Annexe 1 : Liste des établissements publics ayant adhéré à l'accord-cadre ;
 - Annexe 2 : Conditions d'accès dans les services appartenant au ministère de l'Intérieur dont bâtiment de la Gendarmerie, des Douanes, des services judiciaires et de l'administration pénitentiaire
 - Annexe 3 : Procédure de dématérialisation de la facturation.
 - Annexe 4 : RGPD.
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe
 - Annexe 1 : Liste non exhaustive de marques fournisseurs installés sur un ou plusieurs sites État

Les annexes à l'Acte d'engagement :

- Annexe 1A à l'acte d'engagement : Liste des équipements par site ;
- Annexe 1B à l'acte d'engagement : Liste des prix forfaitaires par site ;
- Annexe 2 à l'acte d'engagement : Tarifs horaires et coefficient sur pièces ;
- Annexe 3 à l'acte d'engagement : Bordereau des prix unitaires ;
- Annexe 4 à l'acte d'engagement : Insertions des personnes éloignées de l'emploi.

5.2 Principes généraux sur les échanges électroniques

5.2.1 Modalités de retrait des documents de la consultation

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr).

Ce site est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la présente consultation.

5.2.2 Conditions de transmission des plis

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

L'opérateur économique peut indifféremment répondre de manière séparée pour chaque lot, ou transmettre une réponse pour plusieurs lots par un envoi unique composé de sous-fichiers correspondant chacun à un lot particulier, à condition que l'identification des lots auxquels il est répondu soit possible et sans ambiguïté.

Chaque lot représentant un marché, la règle des plis successifs énoncée à l'article R2151-6 du Code de la commande publique ne s'applique qu'aux plis portant sur un même lot.

Chaque pli est considéré comme une offre. Dès lors, si le soumissionnaire est amené à compléter sa candidature et/ou son offre avant la date limite de remise des plis, il devra procéder à un nouvel envoi intégral comprenant l'ensemble des pièces exigées aux titres de la candidature ou de l'offre.

Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront dans la rubrique « aide » de PLACE plusieurs documents et informations :

- guide utilisateur téléchargeable, précisant les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques ;
- mode opératoire DUME pour les opérateurs ;
- assistance téléphonique ;
- module d'autoformation à destination des opérateurs ;
- foire aux questions ;
- lien vers des documents de référence ;
- outils informatiques.

Les candidats ou les soumissionnaires sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils doivent également prévoir le temps nécessaire pour que le dépôt soit effectif dans le délai fixé par l'acheteur, notamment lorsque les fichiers sont volumineux et/ou si le réseau à un faible débit. Attention, les plis dont le téléchargement a commencé avant la date et l'heure limite mais s'est achevé hors délai sont éliminés par l'acheteur.

Toutefois, dans le cas où, d'une part, le candidat est dans l'impossibilité de transmettre son offre dématérialisée dans le délai imparti et que cela n'est imputable ni à son équipement informatique, ni à une faute ou une négligence de sa part dans le téléchargement des documents constituant son pli et où, d'autre part, l'acheteur n'établit pas le bon fonctionnement de PLACE. La tardiveté de la remise du pli sera considéré comme imputable à un dysfonctionnement de PLACE et ne sera pas rejeté pour ce motif.

Par ailleurs, la plate-forme déconnecte automatiquement l'utilisateur en cas d'inactivité supérieure à trente minutes.

Les candidats ou les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts

La taille de chaque fichier déposé par les entreprises ne peut excéder 1 Go.

Horodatage

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

Copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat ou le soumissionnaire qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

Préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR)
Plate-forme régionale des achats de l'État
4° étage, bureau 417-418
SURETE_ELECTRO_3_ARA_2026 - NE PAS OUVRIR
33, rue Moncey
69003 Lyon

Horaires d'ouverture (jours ouvrés) : 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00.

Antivirus

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

5.3 Visite sur site

Les visites de sites ne sont pas autorisées.

Article 6 - PREMIERE PHASE (OUVERTE) CANDIDATURE

Aucun document fourni au stade de la candidature, y compris la déclaration de sous-traitance (DC4) le cas échéant, ne doit être signé.

Le dossier sera constitué d'un pli unique devant contenir les pièces relatives à la candidature.

Dans le cadre de la présente procédure, il est rappelé que celle-ci se déroulera en deux phases successives et que seuls les candidats sélectionnés à l'issue de la phase candidature par le pouvoir adjudicateur seront invités à remettre une offre.

6.1 Echanges électroniques pendant la phase de publicité (candidature)

Les plis devront être transmis **avant la date et l'heure indiquées en page de garde du présent document**.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts.

Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

Pendant la phase candidature, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile au plus tard **8 jours** avant la date de réception des candidatures sont transmises aux opérateurs économiques au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des candidatures.

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard **6 jours** avant la date limite de réception des candidatures.

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis sa candidature avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de remise des candidatures.

Dans l'hypothèse où la date de remise des candidatures initialement fixée ne permet pas la modification ou la transmission des candidatures dans le délai imparti, cette date est reportée.

Les candidats identifiés sont informés du report de la date limite de remise des plis.

6.2 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance

6.2.1 Précisions concernant la constitution des groupements d'opérateurs économiques

Un service de bourse à la cotraitance est proposé sur le portail « entreprises » du profil d'acheteur de l'Etat (Plateforme des achats de l'Etat : PLACE) utilisé par les ministères et les établissements publics d'Etat. Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles qui souhaitent répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

Des fiches explicatives et le mode d'emploi de ce service sont disponibles aux adresses suivantes :
https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esr-2017/place/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf
<https://www.economie.gouv.fr/dae/bourse-a-cotraitance-service-pour-aider-entreprises>

La forme du groupement n'est pas imposée.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

6.2.2 Précisions concernant la sous-traitance

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>.

6.3 Motifs d'exclusion

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relative aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut,

le candidat est exclu de la procédure.

6.4 Présentation de la candidature

Si le soumissionnaire candidate à plusieurs lots, il peut remettre un dossier de candidature unique à condition de présenter ses capacités professionnelles, techniques et financières lot par lot.

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques;
- en qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature :

- sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de PLACE
- sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2

6.4.1 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)

Les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME accessible :

- depuis le service exposé de PLACE ;
- depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr> ;
- depuis l'outil mis en place par la Commission européenne.

Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion), IV (critères de sélection) et le cas échéant V (réduction du nombre de candidats qualifiés) du formulaire sont à renseigner.

Le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

L'ensemble des documents listés dans le présent article 6.6, permettant de justifier des capacités des candidats, devront être remis directement dans le dossier de candidature.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME électronique et fournit pour chacun de ces sous-traitants un DUME électronique distinct par sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Le candidat remet également l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance, <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME électronique et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ses sous-traitants et remet un imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le candidat et le sous-traitant si ce dernier est connu.

6.4.2 Candidature avec les formulaires DC1 et DC2

Les candidats transmettent les renseignements suivants :

- Lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou équivalent, dûment rempli, et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement ;
- Déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), ou équivalent, dûment rempli et daté; en cas de candidature groupée, le DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, les candidats transmettent les renseignements suivants des formulaires DC1 et DC2 :

Le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement.

Le formulaire DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

6.5 Examen des candidatures

L'acheteur **fixe un nombre maximum de 5 candidats par lot** admis à participer à la suite de la procédure : les documents justificatifs concernant les conditions de participation ainsi que les moyens de preuve relatifs aux motifs d'exclusion sont demandés par l'acheteur au(x) soumissionnaire(s) auquel(s) il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre.

Il sera procédé en premier lieu à une vérification de la conformité des candidatures au regard du présent règlement de la consultation. Avant de procéder à l'examen et au classement des candidatures conformément à l'article 6.7 ci-après, s'il est constaté que les pièces de candidature mentionnées à l'article 6.6 du présent règlement de consultation sont manquantes ou incomplètes, il peut être décidé soit de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai approprié, soit d'éliminer la candidature.

La vérification des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du Code de la commande publique.

Lors de la vérification de la conformité des candidatures, seront éliminées :

- Les candidats en redressement judiciaire en cours de période d'observations ou dont le plan de redressement (plan de continuation) est inférieur à la durée d'exécution du marché ;
- Les candidats dont les capacités professionnelles et techniques ou financières **seront jugées manifestement insuffisantes** pour exécuter le marché public. C'est-à-dire ceux dont les capacités sont à l'évidence, et sans qu'il soit besoin d'un examen approfondi du dossier de candidature, insuffisantes pour assurer l'exécution des prestations faisant l'objet du marché (par exemple un groupement ne présentant pas de lien établi avec des marques leader ; un chiffre d'affaire très bas, inférieur au quart du montant estimatif) ;
- Les candidats ayant fait l'objet d'une interdiction obligatoire ou facultative de soumissionner ;
- Les candidats n'ayant pas remis le cadre de réponse candidature (annexe 1 au RC) intégralement complété.

Les candidatures déclarées irrecevables et éliminées à ce stade ne seront pas examinées et classées dans les conditions prévues à l'article 6.7 ci-après.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

Après cette première phase de vérification de la conformité des candidatures, le pouvoir adjudicateur procédera à une réduction du nombre de candidats admis à participer à la phase offre dans les conditions décrites à l'article 6.7 du présent règlement de consultation.

La sélection des candidats sera effectuée sur la base de critères de sélection énumérés à l'article 6.7 du présent règlement de la consultation.

6.6 Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque l'acheteur peut les obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès

soit gratuit.

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire un dossier complet « Candidature » comprenant les documents suivants :

1. Lettre de candidature DC1, dûment complétée et signée. Ce formulaire exprime le consentement du candidat à participer à la consultation. Un seul DC1, commun à tous les membres du groupement, est fourni ;
2. Déclaration du candidat individuel ou membre du groupement DC2, dûment complétée et signée. Chaque membre du groupement fournit un DC2 ;
3. Document(s) relatif(s) au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat : extrait K-bis et, délégation de pouvoir autorisant le mandataire à agir au nom de chaque membre du groupement ;
4. Si le candidat est admis au redressement judiciaire, le copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet, ou d'une procédure équivalente pour les candidats étrangers ainsi que la justification de l'habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible du marché ;
5. Une attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité des risques professionnels ;
6. Le cadre de réponse candidature parfaitement complété.

Un dossier unique sera transmis pour l'ensemble du groupement candidat.

6.7 Critère de sélection des candidats

Les candidatures déclarées recevables seront jugées et classées en application du critère de sélection établis "compétences opérateur économique" et des 3 sous-critères définis ci-dessous par le pouvoir adjudicateur.

Méthode de notation du critère compétences opérateur économique de la phase candidature (100% de la note finale)

La valeur compétence opérateur économique de la candidature sera appréciée d'après le cadre de réponse candidature et se verra attribuée une note sur 20 répartie de la façon suivante :

- Note sur **3 points** relative à la certification spécifique APSAD NF 367-I80 ou équivalents applicables aux prestations objet du marché.

- Note sur **9 points** relative aux références de travaux et de contrat de maintenance (3 références minimum, dont 2 de maintenance) de l'entreprise pour des installations de sûreté électronique. Une (1) référence minimum par type d'installation de sûreté électronique (Contrôle d'accès, la Vidéosurveillance et vidéoprotection, anti-agression et détection intrusion) de forte complexité (selon le référentiel : RNCP41367BC02 - Installer et mettre en service un système de sûreté de forte complexité) sont demandées. 3 à 6 références maximum peuvent être proposées.

- Note sur **8 points** relatives aux différents liens établis avec les marques de sûreté électronique. 3 à 6 marques doivent être présentées et au minimum 1 pour chaque type d'installation (Contrôle d'accès, la Vidéosurveillance et vidéoprotection ; anti-agression et détection intrusion).

Les notes seront ainsi classées de la meilleure (note la plus proche de 20) à la moins bonne (note la plus proche de 0) ; en cas d'égalité entre deux candidats, celui qui aura la meilleure note sur le sous-critère "référence travaux" sera classée en meilleure position.

Conformément à l'article R2142-17 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur retiendra les cinq (5) premiers candidats arrivés au classement.

Article 7 - DEUXIEME PHASE (OFFRE)

7.1 Echanges pendant la phase de publicité (offres)

7.1.1 Invitation à soumissionner Phase offre

Le pouvoir adjudicateur invitera, simultanément et par écrit les cinq candidats sélectionnés, pour chaque lot, à l'issue de la phase candidature, à soumissionner dans le cadre de la phase « offre ». L'invitation à

soumissionner sera accompagnée du DCE de la phase « offre » (AE et annexes, CCTP et annexes, CCAP et annexes, règlement de consultation de la phase « offre »).

7.1.2 Date limite et modalités de remise des offres

L'acheteur invite les candidats admis à l'issue de la phase candidature à soumissionner. Cette invitation comprend notamment la date limite et les modalités de remise des offres. Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites ainsi communiquées. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts. Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

7.1.3 Demandes de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile **au plus tard 8 jours avant la date de réception des offres** sont transmises aux opérateurs économiques **au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres**.

7.1.4 Modification des documents de la consultation

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard **6 jours** avant la date limite de réception des offres.

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

7.1.5 Prolongation du délai de réception des offres

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie 6 jours avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues au à l'article R.2151-4 du code de la commande publique.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme des achats de l'Etat, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

7.2 Présentation de l'offre

L'offre du candidat comporte les pièces suivantes :

Documents à produire	Observations
Les 4 annexes financières à l'AE : - Annexe 1A : Liste des équipements par site, - Annexe 1B : Liste des prix forfaitaires par site, - Annexe 2 : Tarifs horaires et coefficient sur pièces, - Annexe 3 : Bordereau des prix unitaires	Documents du DCE à compléter exhaustivement, sans autre modification. Joindre ce(s) document(s) en version numérique : format .xls ou .odt et format .pdf
- Annexe 4 du CCAP : Insertion des personnes éloignées de l'emploi.	Document complété par le candidat.
Le cadre de réponse du mémoire technique	Document complété par le candidat, conformément au

(CMT) :	cadre de mémoire technique (CMT) qui se trouve dans le DCE, dont il respecte le fond et la forme.
Le cadre de réponse du mémoire environnemental (CME) :	Document complété par le candidat, conformément au cadre de mémoire environnementale (CME) qui se trouve dans le DCE, dont il respecte le fond et la forme.
Un formulaire DC4	En cas de sous-traitance à déclarer.

Il est rappelé qu'aucun document fourni au stade de l'offre ne doit être signé et que l'acte d'engagement ne sera transmis qu'au soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre.

7.3 Examen des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.
Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

7.4 Critères d'attribution

Pour l'ensemble des lots, les critères d'attribution seront les suivants :

N° d'ordre	Intitulé	Part en % de la note finale
1	Valeur technique	50,00 %
2	Prix des prestations	40,00 %
3	Critère environnemental	10,00 %

7.5 Méthode de notation des offres

1. Méthode de notation du critère valeur technique de l'offre (50% de la note finale) :

La valeur technique de l'offre sera appréciée d'après le cadre de réponse du mémoire technique et se verra attribuée une note sur 20 répartie de la façon suivante :

-Note sur **4 points** relative à l'équipe dédiée à l'exécution de la prestation :

- Organisation géographique pour s'assurer de la bonne exécution des prestations ;
- Équipe technique dédiée, permettant de couvrir les besoins du lot (Nombre de techniciens sur le lot, profils des techniciens, formations et certifications, compétences techniques métier et réseau, devoir de conseil...) ;
- Équipe administrative dédiée, permettant de couvrir les besoins des lots (Gestion des interlocuteurs État, suivi administratif des marchés subséquents, des rapports, de la facturation...) ;
- Mise à jour des compétences et formation continue des équipes (Formations proposées et autres méthodes de montée en compétences (durées et impacts) ; décrire spécifiquement le(s) process de formation permettant de maintenir les différentes marques...)

-Note sur **8 points** relative aux méthodes d'organisation ;

- Organisation administrative ;

- Moyens d'intervention dédiés au lot pour effectuer l'audit-état des lieux et la maintenance préventive
Capacité du titulaire à appliquer son devoir de conseil dans le cadre de la prestation ;
- Moyens d'intervention dédiés au lot pour les prestations de maintenance palliative (gestion des pannes bloquantes et non bloquantes) ;
Capacité du candidat à appliquer son devoir de conseil dans le cadre de la prestation.
- Moyen d'intervention dédiés au lot pour les prestations de maintenance curative (gestion des pannes bloquantes et non bloquantes)
Capacité du candidat à appliquer son devoir de conseil dans le cadre de la prestation.
- Stratégie et organisation pour gérer du "multi-marques"

« **Cas d'école** » : Vous devez maintenir un système de sûreté électronique de la marque X pour lequel le service n'a pas de codes, le logiciel de supervision n'a pas été mis à jour avec la dernière version. Le matériel est non connu du candidat.
Quelles propositions faites-vous au service ?

-Note sur **4 points** pour la qualité et pertinence des matériels proposés et des modes d'approvisionnement :

- Politique de l'entreprise concernant la gestion des stocks de pièces disponibles, délais pour obtenir des pièces ;
- Qualité du matériel (durée de vie, garantie, interopérabilité, adaptabilité aux futures technologies, indice de réparabilité...) et capacité du titulaire à proposer un matériel adapté « juste-besoin » ;
- Méthode pour tester et changer les batteries et piles.

-Note sur **4 points** pour le diagnostic de panne et processus de remise en état des équipements dans le respect des délais fixés

NOTA IMPORTANT

En cas de réponse à plusieurs lots, le candidat prendra soin d'indiquer les moyens matériels et les effectifs dédiés à chacun des lots afin de mesurer sa capacité opérationnelle à répondre aux sollicitations des différents sites dans le respect des engagements prévus à l'accord-cadre.

2. Méthode de notation du critère prix des prestations (40% de la note finale) :

Le prix des prestations se verra attribuer une note sur 20 répartie de la façon suivante :

-Note sur **8 points** appréciée en fonction de la somme du prix global forfaitaire (annexe 1B à l'acte d'engagement) et calculée comme suit :

Note de l'offre jugée = (prix de l'offre la moins-disante / prix de l'offre jugée) x 8

-Note sur **5 points** appréciée en fonction des tarifs horaires moyen du technicien dans le cadre des prestations de maintenance corrective et de petits travaux d'entretien (annexe 2 à l'acte d'engagement) et calculée selon la formule suivante :

Note de l'offre jugée = (tarif horaire du technicien de l'offre la moins-disante / taux horaire du technicien de l'offre jugée) x 5

-Note sur **2 points** appréciée en fonction du Coefficient de majoration en Dépannage en Délais d'Urgence appliqué au tarif horaire du technicien de maintenance dans le cadre des prestations de maintenance corrective (annexe 2 à l'acte d'engagement) et calculée selon la formule suivante :

Note de l'offre jugée = (tarif horaire du technicien de l'offre la moins-disante / taux horaire du technicien de

l'offre jugée) x 2

-Note sur **1 points** appréciée en fonction du tarif horaire de l'intervenant dans le cadre des prestations d'Etude (annexe 2 à l'acte d'engagement) et calculée selon la formule suivante :

Note de l'offre jugée = (tarif horaire du technicien de l'offre la moins-disante / taux horaire du technicien de l'offre jugée) x 2

-Note sur **4 points** appréciée sur la base d'un devis type (établi sur la base des prix unitaires indiqués dans bordereau des prix unitaires (annexe 3 à l'acte d'engagement) et du coefficient sur pièces (annexe 2 à l'acte d'engagement) et calculée selon la formule suivante :

Note de l'offre jugée = (somme du devis-type de l'offre la moins-disante / somme du devis-type de l'offre jugée) x 4.

3. Méthode de notation du critère valeur environnementale de l'offre (10% de la note finale):

La valeur environnementale de l'offre sera appréciée d'après le cadre de réponse du mémoire environnementale et se verra attribuée une note sur 20 répartie de la façon suivante :

-Note sur **7 points** pour les actions favorisant la durée de vie des équipements et l'interopérabilité, adaptable au marché (1 à 3 propositions)

-Note sur **5 points** sur le(s) process mis en place pour favoriser le réemploi des pièces et équipements déposés

-Note sur **5 points** sur le(s) process mis en place pour favoriser le recyclage et la valorisation des déchets produits, des pièces remplacées et des équipements déposés ;

-Note sur **3 points** pour les mesures prises par le candidat, dans le cadre de l'exécution des prestations, permettant de limiter l'impact CO2 des déplacements

Note finale :

La note finale de l'offre (sur 20) sera obtenue par addition :

- de la note du prix des prestations sur 20 points et pondérée par le coefficient de 40 % ;
- de la note de la valeur technique sur 20 points et pondérée par le coefficient de 50 %
- de la note de la valeur environnemental sur 20 points et pondérée par le coefficient de 10 %

Les notes seront ainsi classées de la meilleure (note la plus proche de 20) à la moins bonne (note la plus proche de 0) ; en cas d'égalité entre deux candidats, celui qui aura la meilleure note sur le critère de la valeur technique sera classée en meilleure position.

Dans le cas où des erreurs d'arithmétique ou de report sont constatées dans l'offre, il n'en est pas tenu compte dans le jugement de la consultation. Toutefois, si l'offre du candidat est sur le point d'être retenue, il est invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix forfaitaire correspondant. En cas de refus, son offre est considérée comme non cohérente et éliminée.

7.6 Durée de validité des offres

Les offres sont valables 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

En tant que de besoin, l'acheteur peut solliciter des candidats ou des soumissionnaires la prorogation du délai de validité des offres.

Pour ce faire il transmet, pour accord, sa demande à l'ensemble des candidats ou soumissionnaires via la plateforme PLACE. La demande précise la durée de prorogation de la validité des offres.

Si le soumissionnaire n'accepte pas de maintenir son offre, l'acheteur poursuit la procédure avec les seuls candidats ou soumissionnaires ayant accepté la prorogation du délai de validité de leur offre.

7.7 Echantillons

Sans objet.

Article 8 - ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées à l'article R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

8.1 Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves relatifs aux motifs d'exclusion que l'acheteur peut obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les moyens de preuves déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, ils indiquent les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis

En cas d'impossibilité de se procurer les moyens de preuves directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au candidat.

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre fournit dans le délai fixé dans le courrier envoyé par voie dématérialisée l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- L'acte d'engagement (ATTR1), à compléter, dater et à signer, le cas échéant par tous les membres du groupement d'opérateurs économiques. Dans le cas où les membres du groupement d'opérateurs économiques ne signent pas tous l'acte d'engagement, le document d'habilitation signé par tous les membres du groupement ;
- Le pouvoir du ou des signataires d'engager la personne qu'il représente (titulaire individuel ou groupement d'opérateurs économiques) ;
- Le cas échéant, en cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) signée par le sous-traitant et le soumissionnaire, les renseignements relatifs aux capacités du sous-traitant lorsque le soumissionnaire s'appuie sur celles-ci ;
- Le ou les relevé(s) d'identité bancaire ou équivalent ;
- En cas de redressement judiciaire, ou une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés ;
- Le cas échéant, si le soumissionnaire emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail) ;

Lorsque le soumissionnaire est établi en France :

- son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du CCP]
- Pour les entreprises en cours d'inscription, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (CFE) ;
- Dans le cas où le soumissionnaire est une société fille (filiale), le cas échéant, une attestation de régularité fiscale justifiant du paiement de l'impôt sur les sociétés ou de la TVA par la société mère ou par la filiale ;
- Le cas échéant, dans le cas où elles ne sont pas disponibles sur PLACE, le(s) certificat(s) délivré(s) par les

administrations et organismes compétents suivant(s) :

- certificat de conformité aux obligations fiscales (au titre de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés et/ou de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ;
- certificat de l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, connu sous le nom d'attestation de vigilance ;
- pour tout employeur occupant au moins vingt salariés le cas échéant, le certificat délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH), concernant le respect des dispositions des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail relatives à l'emploi des travailleurs handicapés

Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France :

- un document mentionnant son numéro individuel d'identification, attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le soumissionnaire n'est pas établi dans un pays de l'Union européenne, un document mentionnant l'identité et l'adresse du candidat ou les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;

- un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n°883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale ;

- un extrait du registre pertinent au sens du IV de l'article 51 du décret n° 2016-360 relatif aux marchés publics, ou un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine, attestant de l'absence de cas d'exclusion. Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 6 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre ;

- le cas échéant, en cas de recours à des travailleurs détachés, dans les conditions définies à l'article L.1262-1 du code du travail :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPS " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail;
- Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal

-Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du soumissionnaire ne délivrent pas les moyens de preuve ou si les documents délivrés ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, le soumissionnaire peut fournir une déclaration sous serment, ou dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de pays d'origine ou d'établissement.

Le cas échéant, l'acheteur exige que le soumissionnaire établi hors de France joigne une traduction en français aux documents rédigés dans une autre langue.

En cas d'impossibilité de se procurer le certificat ci-dessus directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue. Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

8.2 Interdiction d'attribution

Est exclu de la procédure tout candidat auquel l'acheteur ne peut attribuer le contrat, en application d'une interdiction émanant d'un texte d'applicabilité directe (accords internationaux, règlement européen...).

8.3 Mise au point

L'acheteur et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes de l'accord-cadre. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent accord-cadre.

8.4 Signature de l'accord-cadre

L'accord-cadre est signé électroniquement par le soumissionnaire retenu au moyen :

- de l'acte d'engagement (formulaire ATTR11) et ses annexes,
- de l'annexe 4 - insertion à l'acte d'engagement ;
- s'il y a lieu, de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat.

Il revient à l'acheteur de lui adresser ces documents.

La signature électronique doit respecter les exigences prévues à l'article "MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE"

Article 9 - LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français.

En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

Article 10 - CONTENTIEUX

En cas de litige relatif à la procédure, le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents.

Le tribunal compétent pour les litiges relatifs à la procédure est le tribunal administratif de Lyon :

Tribunal Administratif de Lyon
184, rue Duguesclin - 69003 LYON
Téléphone : 04 78 14 10 10
Télécopie : 04 78 14 10 65

Article 11 - MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE

Chaque document à signer doit être signé individuellement.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électroniques peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »)

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)
- la signature électronique qualifiée (niveau 4)

1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
- sur le site de la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-signature-trusted-list-browser-now-available>

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

Exigences relatives à l'outil de signature.

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quels que soient l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité. Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Article 12 - AMENAGEMENTS EN CAS DE MENACE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D'URGENCE

En cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence déclarée en cours de consultation, l'acheteur peut aménager certaines modalités de mise en concurrence dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique et après information des candidats ou soumissionnaires dans les meilleurs délais. L'acheteur s'assure également de leur possibilité de poursuivre la procédure selon les nouvelles modalités fixées.

Les aménagements concernent :

L'organisation des négociations pour lesquelles l'acheteur peut décider de remplacer les réunions en présentiel au profit de réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Les modalités de signature pour lesquelles l'acheteur peut accepter des documents signés de manière manuscrite et scannés, si le candidat ou le soumissionnaire est dans l'impossibilité de procéder à la signature électronique. Une fois l'évènement perturbateur terminé, les originaux signés sont transmis dans les meilleurs délais à l'acheteur afin d'établir une preuve parfaite des engagements contractuels.

Article 13 - ANNEXES

Il est complété des annexes suivantes :

ANNEXE 1	Cadre de réponse Candidature
ANNEXE 2	Ordre de préférence d'attribution des lots
ANNEXE 3	Cadre de Mémoire Technique
ANNEXE 4	Cadre de Mémoire Environnemental